

Les déterminants de l'émigration internationale au Maghreb

Le Maghreb constitue un bassin migratoire important. S'il fut sous la colonisation un espace d'immigration, accueillant des flux migratoires relativement importants en provenance de certains pays européens, il est devenu, depuis, un foyer d'émigration principalement à destination des pays de l'Union européenne. L'émigration vers cet espace est devenue, depuis les années 60, un phénomène sociétal majeur, c'est une émigration de masse qui a connu une évolution soutenue avec des dynamismes différents d'un pays à l'autre.

Afin de mieux comprendre ce phénomène et, encore mieux, si on veut agir sur lui, la démarche la plus appropriée consiste à appréhender ses causes.

Certes, une décision aussi lourde de conséquences que celle de quitter son « chez soi », son milieu social et de vivre l'altérité ne se prend pas à la légère. L'enjeu n'a d'égal que l'acharnement qui accompagne assez souvent la décision de partir.

Le schéma explicatif du phénomène est assez complexe. Cet engouement pour l'autre rive de la Méditerranée, cette persistance d'une forte propension à émigrer s'expliquent par divers facteurs qui entretiennent, en dépit d'une politique d'immigration très restrictive, une pression migratoire vers les pays de l'Union européenne.

Dans son enclenchement, son activation et sa continuation, le processus migratoire est le produit d'une conjonction de plusieurs facteurs internes, mais il n'aurait pas pris cette importance s'il n'existait pas d'autres facteurs d'appel dans les pays d'accueil (1). Ce schéma s'inscrit dans l'un des modèles théoriques les plus connus de la recherche en matière de migration, celui de "l'attraction répulsion".

L'examen de ces facteurs sera fondé à la fois sur l'analyse du contexte et sur des enquêtes et des sondages effectués sur la question. Nous présenterons d'abord la diversité des facteurs et, ensuite, leur évolution au cours des dernières décennies.

I. La diversité des facteurs d'émigration

Cet engouement pour la rive nord de la Méditerranée s'explique au Maghreb par diverses causes internes ; il est le résultat de l'effet combiné de trois types de facteurs : (i) des facteurs générateurs ; (ii) des facteurs incitateurs et des facteurs d'appel des pays d'accueil (iii).

**Bachir
Hamdouch*
Mohamed
Khachani****

* Institut national de statistique et d'économie appliquée (INSEA), Rabat

** Université Mohammed V-Agdal, Rabat

(1) Eurostat (2000) ; Khachani (1996).

1. Les facteurs générateurs

1.1. Les disparités économiques qui caractérisent les deux rives

Le phénomène de l'émigration exprime fondamentalement les disparités économiques qui caractérisent les deux rives : le revenu *per capita* dans les trois pays du Maghreb est trop faible comparé aux principaux pays de destination des flux migratoires maghrébins.

Tableau 1
Revenu/habitant des principaux pays d'accueil

en milliers de dollars américains (2000)

Grande Bretagne	Pays-Bas	Allemagne	Belgique	France	Italie	Espagne	Moyenne mondiale	Maroc	Algérie	Tunisie
23,8	23,0	22,6	22,1	21,8	18,6	14,5	5,2	1,18	1,59	2

Source : Rapport de la Banque mondiale, 2002.

En pourcentage par rapport au PIB par habitant dans l'ensemble des pays de l'UE, ce ratio représente à peine 5,6 % au Maroc, 7,8 % en Algérie et 9,9 % en Tunisie. A cet écart entre les deux sphères s'ajoutent d'autres écarts internes, celui résultant de la répartition des revenus entre les différentes catégories sociales, mais également les écarts de développement entre les différentes régions à l'intérieur d'un même pays. Les provinces du Nord du Maroc, par exemple, constituent, en raison d'une situation économique précaire, un foyer important d'émigration marocaine. Il est clair que cette précarité, par les incidences qu'elle provoque, continuera de nourrir, pour longtemps encore, la "pulsion migratoire" au Maghreb.

1.2. Une forte instabilité économique

Le Maghreb, comme la plupart des économies de l'est et du sud de la Méditerranée, est soumis à une forte instabilité économique. C'est le secteur primaire qui y conditionne le rythme de la croissance économique; les hydrocarbures en Algérie et l'agriculture en Tunisie et au Maroc. Les fluctuations du prix du pétrole sur le marché mondial, d'un côté, et la récurrence des années de sécheresse durant les deux dernières décennies, de l'autre, ont eu un impact négatif sur le rythme de croissance.

Tableau 2
Taux de croissance annuel du produit intérieur brut

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Maroc	6,9	- 4,0	- 1,0	10,4	- 6,5	12,1	- 2,2	6,8	- 0,7	2,2	8,2	3,2
Algérie	0,2	1,6	- 2,1	- 0,9	3,8	3,8	1,1	5,1	3,0	2,1		
Tunisie	3,9	7,8	2,2	3,2	2,4	7,1	5,4	5,0	6,2	4,7	7,76*	4,6*

Sources : Eurostat. Statistiques euro-méditerranéennes.

* Tunisie.com; Budget économique 2003.

Cette instabilité de la croissance (en dents de scie) produit des effets déstabilisants au niveau du marché de l'emploi. Elle pose avec acuité le problème de l'absorption des déficits d'offre d'emplois et la satisfaction de l'offre de travail additionnelle.

1.3. Le marché de l'emploi : la migration, un facteur de régulation du marché de l'emploi

En dépit de l'état avancé de la transition démographique dans les pays du Maghreb, la croissance de la population demeure relativement élevée ; elle marquera encore une progression soutenue dans les décennies à venir.

Cette croissance démographique agit directement sur le volume de la population active et engendre une offre de travail additionnelle importante que les marchés nationaux ne sont pas en mesure de satisfaire. Le chômage affecte ainsi une population de plus en plus nombreuse et, surtout, de plus en plus jeune et diplômée. De même, le chômage des femmes, dont la proportion dans la population active ne cesse de croître, explique l'importance prise par la migration féminine dans certains pays comme le Maroc.

Tableau 3
**Indicateurs démographiques au Maghreb
et dans l'espace de l'Union européenne**

Pays	Taux de croissance annuel moyen de la population 1990-2000	Population en 2000 en millions (a)	Projection en 2025 en millions (a)	Variation (b)/(a)
Algérie	1,9	30	49,9	66,33 %
Maroc	1,8	29	39,2	35,17 %
Tunisie	1,6	10	13,1	31,00 %
Libye	—	5	8,3	66,00 %
Mauritanie	2,8	3	5,4	80,00 %
Total Maghreb	—	75	115,9	54,53 %
UE (15 pays)	—	376,4	388,3	3,16 %

Source : Banque mondiale & Eurostat, 1-2000 & Population Référence Bureau.

Dans les trois pays du Maghreb, la proportion de la population en chômage augmente. En une décennie, de 1990 à 2000, les taux sont passés de 19,8 % à 29,9 % en Algérie, de 12,1 % à 13,7 % au Maroc et de 16,2 % à 15,9 % en Tunisie. L'Etat, traditionnellement créateur d'emploi, a réduit énormément sa contribution au marché du travail. Le moins d'Etat a engendré moins d'investissements publics et par conséquent moins d'emplois. Au Maroc, par exemple, l'Etat, qui créait en moyenne annuelle plus de 40 000 emplois entre 1979 et 1982, n'en offrait plus que 10 000 à 15 000 entre 1983 et 1994 et 16 854 en moyenne entre 1995 et 2001.

Ce problème de l'emploi plonge ses racines dans la crise qui a frappé les économies maghrébines à partir de la fin des années 70, celle-ci a engendré des dysfonctionnements qui se sont intensifiés à partir de 1980. Afin de juguler cette crise, un certain nombre de mesures ont été prises, dans le cadre des Programmes d'ajustement structurel, qui ont permis de réaliser certaines performances au niveau des équilibres macroéconomiques, mais leur impact sur l'emploi a été négatif.

Les économies maghrébines ont été affectées également durant la dernière décennie par les conséquences économiques de la crise du Golfe. Ajoutons à ces contraintes les difficultés rencontrées par plusieurs entreprises, sous le poids de la concurrence étrangère résultant d'une libéralisation progressive des échanges et d'un climat social pesant, qui se sont traduites par la suppression d'un grand nombre d'emplois. La libéralisation des échanges des produits manufacturés dans le cadre de l'accord d'association avec l'Union européenne semble entraîner au Maroc, par exemple, de douloureux réajustements. Le taux de mortalité des entreprises a tendance à croître, ce qui accentue les dysfonctionnements au niveau du marché de l'emploi.

Ces différentes données relatives au marché de l'emploi dans les pays maghrébins soulignent l'importance de l'enjeu social, économique et politique de la question de l'emploi, celui-ci demeure un défi qui sera au cœur de la problématique du développement pendant les décennies à venir.

Cette pression sur le marché de l'emploi entretient une forte propension à émigrer, notamment dans la clandestinité, forme de migration qui connaît actuellement une recrudescence importante entre les deux rives de la Méditerranée.

Cette tendance lourde du phénomène s'explique certes par l'instabilité de la croissance économique, comme on vient de le voir, mais d'autres facteurs interviennent également dans l'explication de ce phénomène : l'implication de plus en plus importante de la femme dans le marché de l'emploi et l'importance de l'exode rural. Ce phénomène est à l'origine de ce qu'on appelle "la double migration". Les espaces périurbains s'étendent dans les villes et deviennent des foyers émetteurs de flux migratoires.

Afin d'atténuer cette pression et d'absorber dans une proportion significative ce potentiel migratoire, les économies maghrébines devraient s'engager sur la voie d'une croissance forte et durable, en mesure de fournir l'équivalent de 1 million de postes de travail par an (dont 400 000 au Maroc, 100 000 en Tunisie et 500 000 en Algérie). Ce volume d'emplois permettrait une résorption partielle du sous-emploi et du chômage existant ainsi que la satisfaction d'une grande partie de l'offre de travail additionnelle.

Autrement, nous assisterions à une recrudescence de la pauvreté qui affecte déjà de larges couches de la population.

1.4. La recrudescence de la pauvreté

La pauvreté est un état de dénuement qui met à rude épreuve la personne humaine, elle est synonyme de frustration et de souffrance. Elle rend vulnérable l'être humain et le condamne à vivre dans des conditions infrahumaines.

L'approche du seuil de la pauvreté développé et appliqué par la Banque mondiale permet d'évaluer le phénomène au Maroc. Ce seuil a été fixé en 1999 à près de 10,90 Dh (soit environ 1 \$) par personne et par jour en milieu urbain et à près de 8,40 Dh par personne et par jour en milieu rural. Et comme la taille moyenne des ménages s'établit à 5,59 membres en milieu urbain et à 6,36 membres en milieu rural, ces seuils s'élèvent à 1 828 Dh par ménage et par mois en milieu urbain et à 1 603 Dh par ménage et par mois en milieu rural (2). Sur cette base, le nombre de pauvres a atteint au Maroc plus de 5,3 millions de personnes en 1999, soit **19 % de la population**, en augmentation de près de 2 millions d'individus par rapport aux conclusions de l'enquête nationale sur le niveau de vie des ménages de 1990-1991 qui a évalué ce nombre à 3,3 millions de personnes. Cela veut dire qu'un Marocain sur cinq vit en-dessous du seuil de pauvreté.

(2) Direction de la statistique (2000).

Tableau 4
Pourcentage de la population vivant en-dessous du seuil de pauvreté

	1984-1985	1990-1991	1998-1999
National	21,1	13,1	19,0
Urbain	13,8	7,6	12,0
Rural	26,7	18,0	27,2

Source : Direction de la statistique, Rabat.

Il faut rappeler à cet égard que la situation aurait pu être plus grave sans l'apport des migrants sous forme de transferts et d'investissements. Selon une étude portant sur l'impact de ces transferts et investissements sur le niveau de vie des ménages au Maroc, il ressort que 1,2 million de Marocains échappent à la pauvreté grâce à cet apport des résidents marocains à l'étranger (3).

(3) Bouchachen (2000).

En outre, une part non moins importante de la population avait des niveaux de consommation proches de ce seuil (situation de précarité). Ainsi, près de 37 % de la population (24 % en milieu urbain et 49 % en milieu rural) avaient des dépenses de consommation comprises entre le seuil de pauvreté et deux fois ce seuil.

Cette situation s'explique par le faible niveau des revenus et est soutenue par le non-respect du salaire minimum légal (SMIG) et par la hausse du coût de la vie. A cet égard, la part des working poors, c'est-à-dire les personnes qui ont un emploi mais qui reçoivent des rémunérations trop faibles pour

vivre décemment, est en constante croissance. Dans les villes comme dans les campagnes, des candidats à l'émigration appartiennent à cette catégorie.

1.5. Le différentiel des salaires

Le différentiel des salaires demeure motivant pour s'expatrier. Cet écart, même corrigé par le pouvoir d'achat de la monnaie, demeure important et exerce un puissant attrait sur les émigrés potentiels.

Le salaire moyen, beaucoup plus élevé dans les pays du Nord, évolue en fonction du coût de la vie. Au Maghreb, Le salaire minimum est en moyenne 3 à 5 fois plus faible que dans les pays de l'UE.

Toutefois, il est important de le rappeler, le SMIG, en dépit de sa faiblesse, n'est pas toujours respecté. Au Maroc, par exemple, selon la centrale syndicale UMT, 40 % des entreprises versent des salaires en-dessous du SMIG, donnée confirmant les conclusions d'une enquête réalisée par la Banque mondiale en 1980 et qui met en évidence les irrégularités dont souffre l'application de la réglementation en vigueur, notamment dans les PME. Dans ces entreprises, il est très fréquent que les salariés perçoivent moins que le SMIG (4) ; celui-ci demeure, certes, une norme juridique, mais qui ne semble pas avoir d'effet contraignant. Cette norme est respectée principalement dans des branches demandant une certaine qualification et dans les grandes entreprises (5).

2. Les facteurs incitateurs

Si les causes économiques sont autant de facteurs d'émigration, l'idée d'émigrer peut ne pas se manifester chez des candidats potentiels. L'incubation du projet d'émigrer est souvent enclenchée sous l'effet d'autres facteurs d'attraction qui sont fondamentalement d'ordre socio-psychologique ; ces facteurs incitateurs engendrent les mécanismes de l'émigration et provoquent un effet d'entraînement qui assure le passage du stade latent à celui de la concrétisation du projet.

2.1. L'image de la réussite sociale qu'affiche l'immigré de retour au pays pendant ses vacances annuelles

Quittant le pays sous le poids de la misère, il prépare bien son retour. La tradition veut qu'il rentre au volant d'une voiture pleine de cadeaux (6). Il investit dès les premières années dans l'immobilier, comportement typé de l'émigré qui finit par acquérir un nouveau statut. Dans le monde rural, il devient un notable local dont les avis sont requis sur différentes questions par les membres de la famille et de la tribu, il est fréquemment sollicité pour préparer l'émigration d'autres membres de la famille.

Comme pour revaloriser davantage son image, il y a, dans son récit, une dose de mythomanie confortant l'idée qu'on se fait de cet Eldorado largement médiatisé par la télévision.

(4) Achoual (1983).

(5) A noter que cette situation a été, à maintes reprises, dénoncée par les centrales syndicales. Pour l'UMT, par exemple, l'unification du salaire minimum légal et sa revalorisation à 12 Dh/heure (2 500 Dh par mois) figurent parmi les principales revendications.

(6) Lors d'une enquête que nous avons dirigée à l'Association marocaine d'études et de recherches sur les migrations (AMERM) en partenariat avec COOPI, une ONG italienne, sur « les migrants marocains en Italie comme agents de développement dans leurs

2.2. L'impact de l'audiovisuel

La révolution de la communication a provoqué une banalisation de la parabole, le bas prix du « plateau magique » le rend accessible à des populations périurbaines et même rurales. Par l'intermédiaire de l'image diffusée par des dizaines de chaînes, des couches déshéritées de la population sont transportées chaque soir dans un monde magique qui cultive en eux le désir d'émigrer.

2.3. La proximité géographique

L'Europe est à 14 kilomètres des côtes marocaines, le littoral espagnol est visible à partir de la côte qui s'étend de Tanger à Ceuta. Ainsi, et afin d'accéder à ce présumé Eldorado, de plus en plus de jeunes désespérés tentent l'aventure de la traversée du Détroit dans des embarcations de fortune, voyage qui se termine souvent devant les autorités judiciaires et, dans de nombreux cas, à la morgue... Se considérant comme « des morts vivants », le danger qui les guette ne les dissuade pas. « Peu importe que je meure, l'essentiel est de tenter la traversée », affirme un jeune devant la caméra de la deuxième chaîne marocaine.

Si ces facteurs générateurs et incitateurs entretiennent une forte propension à émigrer, celle-ci demeure stimulée également par des facteurs émanant des pays d'accueil.

3. Les facteurs d'appel dans les pays d'accueil

3.1. Le rêve d'émigrer est aussi le *produit de l'interdit*, le développement de cette forme de migration est la conséquence de la politique migratoire européenne fondée sur la réduction drastique du nombre de visas et le contrôle rigoureux aux frontières, instructions dictées par l'arsenal juridique de Schengen.

Cependant, ces mesures, comme on l'a précisé précédemment, ont eu des effets pervers. Elles ont paradoxalement engendré le développement de l'émigration illégale et ont eu principalement pour effet de rendre le coût de la traversée des frontières prohibitif. Ce coût est proportionnel au caractère répressif des mesures prises par les pays de l'Union européenne.

3.2. L'émigration est devenue *un projet économique coûteux*. En effet, elle est considérée comme un investissement qui obéit à certaines normes de faisabilité. Les candidats à l'émigration clandestine s'efforcent de mobiliser tous les moyens familiaux en vue de réaliser ce projet. Des prêts parfois frappés d'hypothèques sont souscrits pour mener à terme cette entreprise, d'autres vendent les bijoux de la famille, le bétail, la terre ou s'endettent.

Afin de rembourser les dettes contractées, les immigrés acceptent de travailler dans des conditions infra humaines, c'est le cas par exemple des immigrés qui travaillent dans le secteur agricole à El Ejido, en Espagne.

communautés d'origine », nous avons été surpris à Khouribga par le nombre de voitures immatriculées en Italie même hors saison d'été. Le travail de terrain réalisé nous a permis d'apprendre que certains immigrés, pour confirmer cette image de réussite sociale, louent des voitures pour rentrer au pays et, certains, alors même qu'ils ne disposent pas de permis de conduire, s'arrangent pour solliciter les services d'un parent ou d'un ami, en possession de ce document, pour les accompagner dans le voyage au pays.

Dans ces conditions et en dépit de la désillusion à laquelle l'émigré peut être confronté l'émigré, le retour est pour lui une option à exclure ; il ne voudrait en aucun cas revenir au pays « les mains vides » et ainsi montrer à son entourage familial l'échec de son entreprise.

« Si j'avais su que l'Europe c'était ça, nous a dit un clandestin sur les côtes espagnoles, je n'aurais jamais franchi le pas et même 500 dirhams par mois dans mon pays auraient été mieux pour moi que vivre les conditions dans lesquelles je me trouve. » Mais cet émigré ne peut faire marche arrière parce que la traversée a un coût financier et psychologique.

3.3. Une demande de travail spécifique existe dans les pays d'accueil, cette demande répond, pour des raisons de coût et de flexibilité, aux besoins d'un marché secondaire, caractérisé par des emplois précaires et/ou socialement indésirables.

Cette demande de travail émane principalement de certains secteurs comme l'agriculture, le bâtiment et les services. Cette demande est particulièrement forte dans le secteur informel qui représente dans les pays de l'arc latin entre 20 à 25 % du PIB. Ces secteurs, en particulier, tirent de grands avantages financiers et sociaux de cette main-d'œuvre clandestine, réputée docile et peu coûteuse.

En 1996, un sondage réalisé en Espagne auprès des candidats à la régularisation a révélé qu'un pourcentage très important d'immigrés travaille sans contrat (45 %), soit parce qu'on refuse de leur délivrer le contrat d'embauche (46 %), soit que les immigrés ne le réclament pas (26 %). Bien que 83 % des immigrés interrogés se déclarent « plutôt satisfaits » de leur situation générale, leur condition économique demeure précaire étant donné que 39 % affirment percevoir un revenu inférieur à 75 000 pesetas par mois (7). Certains secteurs préfèrent recruter les immigrés. Dans cet « enfer sous plastique » d'El Ejido, par exemple, le prix d'une journée de travail est de 30 à 40 euro pour un autochtone, il n'est que de 15 à 20 euro pour les 15 000 immigrés de la région, dont plus de la moitié est sans papiers (8).

La sanction encourue par l'employeur qui recourt à la main-d'œuvre clandestine, selon les législations en vigueur, ne semble pas constituer un facteur de dissuasion. Cet appel économique qui explique en grande partie la recrudescence du phénomène de la migration clandestine est pratiquement occulté par les médias et totalement absent du discours officiel.

Cette dialectique du rejet juridique et de l'appel économique a favorisé le développement de ce qu'on pourrait appeler le « commerce des illusions ».

3.4. Le « commerce des illusions » est une activité qui prend des dimensions dramatiques. Des réseaux structurés se sont formés sur les deux rives de la Méditerranée pour faire passer des clandestins dans les pays de l'UE. Ils proposent leurs services à des prix exorbitants. Les candidats paient des sommes qui varient entre 600 et 5 500 dollars américains, selon que les passeurs sont marocains ou espagnols (9). Le prix peut être plus élevé si le

(7) Galvez Pérez (2000).

(8) Mouedden M.,
Témoignage en
exclusivité pour
www.wafin.be à
l'occasion de la
4^e commémoration des
émeutes racistes
d'El Ejido en Espagne,
Dossier spécial :
El Ejido, la terre de
non-droit ou la chasse
aux « moros ».

(9) Cf. Attar et Khachani
(2001). Voir également
Widgren (2002).

service inclut la promesse de documents de travail en règle, promesse souvent sans fondement.

Ici, la responsabilité est indiscutablement partagée. Dans ces réseaux opèrent des agents des deux bords. D'après des témoignages de clandestins marocains en Espagne, des réseaux espagnols participent au trafic dans le Détroit, ils opèrent à partir de l'enclave occupée de Ceuta. Le témoignage d'un passeur diffusé dans un reportage de la télévision espagnole, TV3, confirme l'existence de ce trafic et d'autres indices comme le type d'embarcation utilisé par certains passeurs et l'existence à Ceuta de chantiers de construction de pateras dans le quartier "Principe" destinées selon certains témoignages au trafic humain. Le statut colonial anachronique de la ville en fait une plaque tournante du trafic humain à destination de la rive Nord. La mafia des passeurs tire de ces activités un bénéfice important estimé, selon Santos Ruesca et Carlos Resa de l'université de Madrid, entre 40 et 60 milliards de pesetas (10).

Tous ces facteurs cultivent le désir d'émigrer ; la propension à émigrer est ainsi très forte parmi les jeunes ; ceci se perçoit dans leurs attitudes et leurs aspirations. Les conclusions d'une enquête menée par une ONG marocaine, l'Association des amis et familles des victimes de l'immigration clandestine (AFVIC) confirment ce constat. A la question : avez-vous l'idée d'émigrer en Europe ? Les réponses se ventilaient ainsi selon les différentes catégories interrogées :

Tableau 5
Projet d'émigrer selon différentes catégories (%)

Catégories	Oui	Non	Total
Elèves-écoles primaires	15	85	100
Collégiens	56	44	100
Lycéens	82	18	100
Etudiants	54	46	100
Population active	19	81	100
Sans revenu stable	94	6	100
Autres	53	47	100

Source : Le Journal du 24-30 novembre 2001.

Presque un actif sur cinq aurait comme projet d'émigrer. Le phénomène pouvant être incubé avant même l'âge adulte comme il ressort de cette même enquête.

Cette propension à émigrer demeure globalement élevée, comme en témoigne une enquête réalisée par « Asociacion Proderechos Humanos » (APDH) opérant en Andalousie et l'ONG marocaine « Pateras de la vida » opérant à Larache, l'un des grands foyers de l'émigration marocaine. Les

(10) Messari (2001). Il est difficile d'estimer les bénéfices tirés de ces réseaux de trafic humain. Au niveau international, le chiffre d'affaires des réseaux maffieux est estimé entre 5 et 7 milliards de \$ par an. Cf. Salker (2000). Widgren (2002), *op. cit.*, donne une estimation plus importante, entre 10 et 15 milliards de \$.

principales conclusions de cette enquête locale indiquent que 63,82 % des Marocains de la région désirent quitter le pays à la recherche de meilleures conditions de vie et de travail et 16 % entendent le faire en pateras malgré les dangers que cela représente. Seuls 29 % de ceux qui désirent émigrer comptent le faire par des moyens légaux c’est-à-dire après l’obtention d’un contrat de travail (11).

II. L'évolution des causes d'émigration (12)

L'examen des données d'enquêtes réalisées au Maroc (Eurostat, 2000 ; Hamdouch *et al.*, 2000) montre l'importance respective des différentes causes à l'origine de l'enclenchement des flux de départ. Il permet également d'en suivre l'évolution de la structure.

1. Les causes d'émigration

1.1. Les deux enquêtes précitées montrent *la diversité des causes d'émigration et la prédominance des causes économiques*, particulièrement celles liées au travail (13).

Tableau 6
Nature des causes d'émigration (%)

Causes	%
Economiques	70,0
– travail plus lucratif	29,8
– recherche d'un emploi	21,8
– amélioration du niveau de vie	13,0
– autres	5,4
Familiales	12,0
Etudes	9,0
Sociales	5,9
Autres	3,1

Source : Hamdouch et al. (2000).

Il apparaît en effet (Hamdouch *et al.*, 2000) que les raisons de l'émigration sont à 70 % économiques, suivies de très loin par celles d'ordre familial (12 %), d'études (9 %) ou sociales (6 %). Parmi les causes économiques, la "recherche d'un emploi" (pour ceux qui étaient en chômage avant l'émigration) arrive en deuxième position après la recherche d'un "travail plus lucratif" (respectivement 21,8 et 29,8 %) (14), qui pourrait être rapprochée du désir d'"améliorer le niveau de vie" (13 %).

En ce qui concerne les causes familiales, elles tiennent essentiellement à deux éléments : d'abord le regroupement familial proprement dit (pour 54 %) et ensuite le fait d'utiliser le réseau familial – liens familiaux moins

(11) *El Correo*, vendredi 23/1/2004.

(12) Nous avons parlé de "causes de départ" dans l'enquête Hamdouch *et al.* (2000).

(13) Les méthodologies des deux enquêtes diffèrent. En ce qui concerne l'enquête de l'INSEA (Hamdouch *et al.*, 2000), elle a été réalisée sur les ferrys entre Tanger et Algésiras. Après un ratissage des MRE à bord du bateau, les enquêteurs sont répartis par compartiment et procèdent à un tirage au hasard des MRE à enquêter. Il a fallu parfois intervenir pour orienter les enquêteurs vers des MRE, en tenant compte de certaines caractéristiques telles que le pays d'immigration, la situation familiale, le sexe, la situation dans la profession, etc. (On a exclu les enfants et adolescents.)

(14) La proportion des migrants à la recherche d'un emploi (21,8 %) est pratiquement la même que le taux de chômage en milieu urbain au même moment (21,5 % en 2000). Cf. Direction de la statistique (2001).

directs – pour émigrer (40 %). Quant aux causes sociales, elles correspondent à un phénomène d'imitation, particulièrement d'amis (54 %) qu'on peut accompagner ou rejoindre (20 %), ou bien à "l'insatisfaction de sa situation au Maroc" (22 %).

L'importance relative des causes d'émigration varie selon qu'il s'agit du milieu urbain ou rural et selon la région.

1.2. La première enquête (Eurostat, 2000) a couvert cinq des principales régions de départ au Maroc : Larache et Nador au nord, Khénifra et Settât au centre et Tiznit au sud.

Les raisons avancées pour expliquer l'acte d'émigrer s'inscrivent dans la logique des facteurs déjà examinés. On peut les regrouper dans quatre grandes catégories d'importance inégale d'un milieu à l'autre et d'une région à l'autre. Elles varient toutefois sensiblement selon les cinq régions et le milieu d'origine (urbain, rural).

Tableau 7
**Raisons principales d'émigration par province
et milieu de résidence (%)**

Raisons	Khénifra		Larache		Nador		Settât		Tiznit	
	urbain	rural	urbain	rural	urbain	rural	urbain	rural	urbain	rural
Travail	55,6	40,9	34,2	43,8	43,1	17,7	65,6	50,8	42,1	47,0
Rev. insuffisant	30,4	36,4	32,5	46,9	25,0	41,2	27,8	40,4	10,6	7,0
Raisons familiales	8,3	18,1	13,2	—	23,6	35,3	1,7	4,0	15,8	28,0
Etudes	2,8	—	13,2	—	8,3	—	4,9	—	26,3	16,0
Autres	2,9	4,6	6,9	9,3	—	5,8	—	4,8	5,2	2,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Eurostat (2000).

Il ressort de cette enquête que c'est le travail (15) qui constitue la raison principale d'émigration dans les cinq régions, avec des proportions qui atteignent les 2/3 en milieu urbain à Settât et baissent à moins de 1/5 en milieu rural à Nador. Excepté ce milieu, quand le travail n'est pas cité comme raison principale, il arrive au deuxième rang dans les motivations de départ.

La seconde de raison est la recherche d'un meilleur revenu afin de faire face à la cherté de la vie. Il convient de relever que c'est en milieu rural que cette faiblesse du revenu est la plus évoquée, signe de la pauvreté qui affecte de larges couches de la population dans les campagnes marocaines et qui, la plupart du temps, est à l'origine d'une double migration, d'abord vers la ville puis vers l'étranger.

Les motivations familiales constituent la troisième raison expliquant le désir d'expatriation ; le regroupement familial est devenu à partir des

(15) Il faudrait cependant noter que la catégorie "travail" signifie ici soit l'absence d'emploi, soit la non disponibilité d'un emploi satisfaisant, soit simplement le désir d'aller travailler en Europe malgré l'existence d'une occupation plus ou moins adéquate au Maroc.

années 70 un moteur puissant de l'émigration notamment à destination des pays traditionnels d'accueil. Les données de l'enquête indiquent que ce mécanisme fonctionne plus pour les migrants ruraux, ce qui dénote une nouvelle tendance différente de la situation précédente où le regroupement familial intéressait les migrants issus du milieu urbain.

La quatrième grande raison est relative aux études. A l'exception de la région de Tiznit, cette motivation intéresse exclusivement les jeunes citadins désireux de continuer ou de parfaire leur formation à l'étranger. « Il va sans dire que, dans beaucoup de cas, l'émigration temporaire pour études se transforme en migration durable (16). »

(16) Ces différenciations régionales s'expliquent par les caractéristiques socio-économiques et l'histoire migratoire dans les quatre régions.

1.3. La seconde enquête montre également que la structure des causes d'émigration dépend du milieu (urbain/rural) de résidence avant émigration et qu'elle varie selon la région.

L'incidence du milieu apparaît aussi bien au niveau des grandes catégories de causes d'émigration que des causes économiques (tableaux 8 et 9).

Tableau 8
Structure des causes d'émigration selon le milieu (%)

Causes	Urbain	Rural	Total
Economiques	71,6	85,2	75,3
Familiales	10,2	6,3	9,1
Etudes	11,8	2,4	9,2
Sociales	3,3	5,1	3,8
Autres	3,2	0,9	2,5
Total	100,0	100,0	100,0

Source : Base de données de Hamdouch et al. (2000).

Tableau 9
Structure des causes économiques d'émigration selon le milieu (%)

Causes	Urbain	Rural	Total
Travail plus lucratif	42,0	43,6	42,5
Chercher un emploi	32,5	27,7	31,1
Améliorer le niveau de vie	16,3	24,3	18,7
Meilleures condition, de travail	6,1	1,0	4,5
Autres	3,1	3,4	3,1
Total	100,0	100,0	100,0

Source : Base de données de Hamdouch et al. (2000).

Les causes économiques sont quasiment les seuls déterminants en milieu rural (85 % contre près de 72 % en milieu urbain), alors que les causes

familiales et d'études ne sont pas négligeables en milieu urbain (respectivement 10 et 12 % contre 6 et 2 % en milieu rural, tableau 8).

Quand on regarde la décomposition des causes économiques, on remarque qu'il n'y a pas de différence significative entre les deux milieux en ce qui concerne le désir d'un "travail plus lucratif". Par contre, la "recherche d'un emploi" est un facteur plus important en milieu urbain (32,5 % contre 27,7 % en milieu rural). Cela s'explique par un taux de chômage nettement plus élevé en milieu urbain (17). Et le « désir d'améliorer le niveau de vie » est plus élevé en milieu rural (24 % contre 16 %, tableau 9) à cause d'une pauvreté plus grande ; ce qui rejoint les résultats de la première enquête.

D'un autre côté, le facteur régional a aussi une incidence sur les déterminants de l'émigration (tableau 10).

(17) 21,5 % contre 5 % en milieu rural, Direction de la statistique (2001).

Tableau 10
Structure des causes d'émigration selon les régions (%)

Causes	Nord-Ouest	Oriental	Centre-Nord	Centre	Centre-Sud	Tensift	Sud
Economiques	73,8	77,8	80,4	70,0	73,2	87,4	81,5
Familiales	8,6	16,7	8,7	10,0	10,2	3,8	7,6
Etudes	11,7	0,0	5,1	13,0	10,2	3,8	3,8
Sociales	3,4	5,5	2,9	3,2	3,9	5,0	5,1
Autres	2,5	0,0	2,9	3,8	2,5	0,0	2,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Base de données de Hamdouch et al. (2000).

On voit, par exemple, que les causes économiques sont plus importantes dans les régions du Sud (Tensift et Sud) que dans celles du Centre ou du Nord, plus dans le milieu rural que dans le milieu urbain (elles dépassent 90 % dans le Tensift). Les causes familiales sont importantes dans l'Oriental, particulièrement en milieu urbain, 22 %, et faibles dans les régions du Sud, particulièrement le Tensift (et surtout en milieu urbain, 3,4 %). La cause "études" est, quant à elle, plus importante dans le Centre et le Nord-Ouest, particulièrement en milieu urbain (14,4 % et 12,1 %) (18).

2.2. L'évolution des causes d'émigration

Les déterminants de l'émigration dépendent de nombreux facteurs, particulièrement du contexte démo-économique et de la réglementation de la migration dans les pays de départ et d'accueil. La seconde enquête réalisée au Maroc (Hamdouch *et al.*, 2000) montre qu'ils ont connu une évolution profonde au cours des dernières décennies tant en ce qui concerne les grands types de déterminants que ceux d'ordre économique, les plus importants.

(18) Les statistiques concernant le milieu sont tirées directement de la base des données de l'enquête et ne figurent pas dans le tableau 10 pour ne pas l'alourdir.

2.1. Evolution des grands déterminants de l'émigration

L'analyse des grandes catégories de déterminant de l'émigration au cours des quarante dernières années révèle un changement de structure important : les causes économiques, qui restent de loin le premier déterminant, perdent plus de dix points au profit des causes familiales et d'études. L'infléchissement s'est produit au milieu des années 70. On a vu alors les causes économiques chuter de plus de vingt points en quelques années (passant de 80 à 58 %) sous l'effet de la forte poussée des causes familiales (passées de moins de 9 à 25 %), essentiellement le regroupement familial et, dans une moindre mesure, de la cause "études". L'explication réside principalement dans les changements des politiques migratoires des pays européens, particulièrement la fermeture brutale des frontières à l'immigration des travailleurs en 1974/1975, tout en permettant – ou facilitant – le regroupement familial. Ce qui a, par ailleurs, rapidement entraîné un changement du modèle migratoire. La migration marocaine et maghrébine, qui était temporaire, est devenue permanente sinon définitive (Hamdouch, 2002).

Tableau 11
Evolution des causes d'émigration

Causes	Année d'émigration						Total
	Avant 1960	1960-1969	1970-1974	1975-1979	1980-1989	1990-1998	
Economiques	85,7	79,2	80,3	58,3	59,9	68,8	70,0
Familiales	0,0	7,7	8,8	25,0	13,4	11,3	12,0
Etudes	0,0	3,2	3,4	9,0	17,2	9,8	9,0
Sociales	7,1	5,9	5,7	4,9	5,7	7,1	5,9
Autres	7,1	4,1	1,7	2,8	3,9	3,0	3,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Hamdouch et al. (2000).

Les causes familiales ont beaucoup perdu de leur dynamisme dans les années 80 (baissant de moitié, de 25 à 13 %) alors que la cause "études" continuait sa progression (doublant pratiquement, 9 à 17 %). Les deux ont perdu leur dynamisme dans les années 90, permettant aux causes économiques de remonter à près de 70 %, à cause notamment du ralentissement de la croissance économique, peu favorable à la création d'emplois, dans un contexte de poursuite des réformes structurelles, et même, paradoxalement, de leur accélération après la fin du Programme d'ajustement structurel soutenu par le FMI et la Banque mondiale (19). Il est à noter que les causes sociales n'ont pas connu de changements notables.

2.2. Evolution des causes économiques

L'évolution de la structure des causes économiques d'émigration confirme l'analyse précédente. En effet, les causes de "confort" concèdent de plus

(19) Fin 1992 – début 1993.

en plus de place aux causes de “nécessité”. Ainsi la recherche d’un emploi, qui coïncide avec les émigrants chômeurs, progresse de 15 points, passant de quelque 25 % dans les années 60 et le début des années 70 à plus de 40 % dans les années 90, devenant ainsi le principal déterminant – économique ou non économique – de l’émigration. C’est le désir d’un travail plus lucratif, qui était le déterminant économique le plus important, qui a perdu plus de 14 points depuis le début des années 60 (passant de près de 52 % à près de 38 %). Le désir d’améliorer le niveau de vie, après avoir progressé dans les années 70, a baissé assez fortement dans les années 80 et 90, pour terminer à un niveau inférieur de plus de trois points par rapport aux années 60.

Tableau 12
Evolution des causes économiques

Causes	Année d’émigration						Total
	Avant 1960	1960-1969	1970-1974	1975-1979	1980-1989	1990-1998	
Travail plus lucratif	50,0	51,7	46,5	34,5	36,9	37,9	42,6
Chercher un emploi	16,7	25,5	23,9	33,3	36,5	40,7	31,0
Améliorer le niveau de vie	25,0	17,0	21,8	25,0	17,6	13,7	18,6
Meilleures conditions de travail	8,3	2,3	2,5	6,0	7,7	4,9	4,5
Travail permanent	0,0	1,1	2,5	0,0	0,9	1,6	1,4
Autres	0,0	2,8	2,8	1,2	0,4	1,1	1,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Hamdouch et al. (2000).

Conclusion

Les déterminants de l’émigration internationale au Maghreb sont nombreux, diversifiés et enchevêtrés. Certains, les facteurs générateurs, sont propres au pays d’origine, alors que d’autres, les facteurs d’appel, sont émis par le pays d’accueil. Une troisième catégorie, les facteurs incitateurs, sont partagés.

Après avoir montré l’action de ces facteurs dans la dynamique de l’émigration internationale entre le Maghreb et l’Europe, un essai de mesure de l’importance respective des divers facteurs et de son évolution au cours des dernières décennies a été effectué à partir de deux enquêtes réalisées au Maroc au cours des dernières années. Il apparaît que la structure des facteurs d’émigration, dominée par les déterminants économiques, notamment le travail, varie selon le milieu (urbain/rural) et selon la région de résidence des émigrants. De même, la structure a beaucoup évolué au

cours des vingt-cinq dernières années sous l'effet du changement des conditions socio-économiques des pays d'origine et de la conjoncture et de la politique d'immigration de chacun des pays d'accueil européens.

Ces pays composent avec la question migratoire en adoptant un arsenal juridique qui agit en aval du phénomène. Ils mettent l'accent sur le renforcement des mesures sécuritaires, alors que si l'on veut réellement agir sur les flux migratoires, il faudrait adopter une approche intégrée et des mesures qui interviennent en amont sur les causes profondes de la migration.

La déclaration de Barcelone a maintenant près de dix ans. Elle n'a traité la question migratoire que de manière partielle et négative. Il est temps de coordonner les politiques migratoires des pays européens et des pays maghrébins et subméditerranéennes en général, pour en faire un élément positif et dynamique du partenariat euro méditerranéen.

Références bibliographiques

- Achoual A. (1983), *le Salariat industriel au Maroc (1956-1980)*, mémoire de DES en sciences économiques, Faculté de droit-Agdal, Rabat.
- Attar B. et Khachani M. (2001), *Emigracion clandestina : una responsabilidad compartida*, cambio 16, n° 1563.
- Berrada A., El Manar Laalami M., Hamdouch B., Lahlou M., Mahmoudi M. (2000), *les Marocains résidant à l'étranger : une enquête socio-économique*, Rabat, INSEA.
- Bourchachen J. (2000), « Apports des transferts des résidents à l'étranger à la réduction de la pauvreté : cas du Maroc », colloque organisé par International Association for Official Statistics, Montreux 4-8 septembre.
- Direction de la statistique (2000 et 2001), *Annuaire statistique du Maroc*, Rabat.
- Direction de la statistique (2000), *Analyse du profil de la dynamique de la pauvreté : un fondement de l'atténuation des dénuements*, Rabat.
- Eurostat, *Statistiques euro-méditerranéennes*.